



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

*l'étincelle**

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Contact : ecrire@npa2009.org
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Mardi 8 juillet 2014

Les Guignols de l'intox

La « conférence sociale » qui s'ouvre ce lundi ne risque pas de faire de l'ombre au Festival d'Avignon. Les acteurs de cette mauvaise farce ne sont pas des intermittents en lutte, mais les « partenaires sociaux », patrons, gouvernement et syndicats convoqués cette année encore pour négocier les prochains reculs sociaux que Hollande et Valls comptent imposer aux travailleurs. En particulier le « Pacte de responsabilité » et ses 41 milliards de baisse d'impôts offerts au patronat.

Courbettes du gouvernement

Ce sont les représentants du patronat qui ont ouvert le bal fin juin, en exigeant du gouvernement qu'il revienne notamment sur la mise en place du « compte pénibilité », censé permettre à certains salariés de partir plus tôt à la retraite, et sur la limitation du temps partiel à 24 heures minimum. Pierre Gattaz, président du Medef, faisant planer la menace d'un boycott de la Conférence sociale.

Il n'en fallait pas plus pour que Valls donne la réplique aux patrons... en satisfaisant à toutes leurs revendications. La pénibilité ne serait plus prise en compte dans certains secteurs comme le bâtiment. Quant à la réforme des temps partiels, qui multipliait les dérogations, notamment pour les étudiants et les intérimaires, c'était déjà du pain béni pour le patronat. Toujours serviable, Valls a proposé de faciliter les contrats de moins de 24 heures établis avec l'accord du salarié... qui n'a généralement pas le choix entre travailler moins et se retrouver au chômage.

Clou du spectacle : Valls, dans le rôle du larbin de service, rappelle ses 41 milliards de cadeaux aux patrons, annonce la refonte du droit du travail et de nouvelles aides aux entreprises. Pour conclure : « *Jamais de tels engagements n'ont été pris à ce niveau !* »

Postures plaintives et boycott... « partiel » des dirigeants syndicaux

Les dirigeants syndicaux pleurent : on a oublié de les consulter ! Ils ne dénoncent pas la mascarade du « dialogue social » dont la seule fonction est de faire passer la politique anti-ouvrière du gouvernement en la faisant valider par tout ou partie des syndicats. Non, ce qu'ils dénoncent, c'est le « manque » de dialogue social ! Suite à la menace de boycott du Medef la semaine dernière, pour ne pas être trop en reste, la CGT et FO ont décidé de boycotter, mais

partiellement, ladite conférence, suivies le lendemain par la FSU. Les autres dirigeants syndicaux ont préféré être de toutes les palabres. Mais, lundi, Thierry Lepaon s'est quand même rendu respectueusement à la réunion convoquée par Hollande, à « huis clos ».

En dépit de ces demi-bouderies, les appareils syndicaux, au lieu de préparer la mobilisation d'ensemble des salariés, cherchent avant tout à se faire valoir comme interlocuteurs du patronat et du gouvernement.

Aux travailleurs d'entrer en scène !

En fait, les masques sont tombés depuis longtemps. Le ministre du travail, Michel Sapin, l'a exprimé à sa manière en déclarant dimanche que « *Notre amie c'est la finance : la bonne finance* », cette finance, qu'elle se prétende bonne ou mauvaise, dont Hollande prétendait être l'« *adversaire* » pendant sa campagne présidentielle. Le Fonds monétaire international (FMI) ne s'y est pas trompé, en encourageant Hollande à poursuivre sa politique d'austérité et d'aides aux capitalistes. Le FMI prévient pourtant que ces mesures pourraient rencontrer des résistances, que seul « *un dialogue social plus coopératif* » permettrait d'éviter.

Certains craignent donc à juste titre la réaction des travailleurs. Les grèves des cheminots, puis la lutte des intermittents et la grève de la SNCM, entre autres, montrent que les travailleurs n'ont pas l'intention de rester spectateurs de ce théâtre de guignol.

C'est en faisant converger leurs différentes luttes qui pour l'instant sont isolées, c'est sur leur terrain, dans la rue et dans la grève, que les travailleurs pourront contrer les attaques du patronat et du gouvernement. Pas dans les négociations au sommet, où c'est toujours la bourgeoisie qui tire les ficelles.

Apprentissage accéléré de la lutte

Les apprentis de Lardy ont exprimé leur ras-le-bol en rédigeant et distribuant un tract et en faisant signer une pétition. Ras-le-bol de jouer aux bouche-trous, de voir leurs primes disparaître et de se faire claquer la porte de l'embauche au nez à la fin de leur formation.

Une réaction qui en appelle d'autres, chez les précaires comme chez ceux qui ont un CDI, parce que les suppressions d'emplois dégradent nos conditions de travail en plus de fermer les perspectives d'embauches des plus jeunes.

Créer des emplois ou amplifier l'arnaque ?

Ca vient d'être annoncé, le gouvernement va dégager 200 millions d'euros supplémentaires pour relancer l'apprentissage et atteindre l'objectif présidentiel de 500000 apprentis en 2017. Cette somme sera redistribuée aux patrons pour les « aider » à mettre en place des nouveaux contrats d'apprentissage (1000 euros par tête), sans compter évidemment sur les aides déjà existantes.

Ce n'est clairement pas ce qui changera le statut précaire des apprentis. Au contraire, cela incitera encore plus les patrons à fonctionner à coup d'apprentis quasi-gratuits qu'ils n'embaucheront jamais.

Le règne de l'absurde

MCA, qui a repris une partie de l'exploitation des bancs du PIM, avait assuré que le démarrage de la prestation serait complet début juillet. Mais, la société a dû courir après les salariés qui connaissaient les bancs de Lardy. Débauchant des salariés d'autres sociétés ou d'anciens apprentis, elle n'a cependant toujours pas trouvé tout le personnel nécessaire.

Si on imposait que les embauches soient rouvertes, les candidats ne manqueraient pas pour des postes chez Renault, stables et mieux payés.

Transparente comme un compte de l'UMP

La direction nous a envoyé ce qu'elle appelle sa « lettre de transparence ». Elle est censée positionner notre rémunération par rapport au « marché ». Et là, quelle surprise, la direction trouve que nous sommes bien mieux payés qu'ailleurs. Surtout les plus bas salaires... Ainsi, les 10% d'ETAM les moins payés chez Renault toucheraient soi-disant 60% de plus que les 10% d'ETAM les moins payés dans l'industrie.

En tout cas, leurs statistiques truquées ne nous convaincront pas : c'est toujours 300 euros nets par mois en plus que l'on veut en bas de la fiche de paye !

Franchise à péage

Innovation depuis l'accord de compétitivité : la fameuse « franchise » de 4 heures qu'on peut prendre au départ ou à l'arrivée des vacances d'été n'est plus ni cadeau, ni droit acquis. Mine de rien, on se la paye nous-mêmes de quelques minutes de travail de plus chaque semaine.

Et on la paye qu'on la prenne ou pas d'ailleurs. Alors, partons et vite et... bonnes vacances !

Indexer les salaires sur le prix du steak

Depuis début juillet, Elior a augmenté ses tarifs à hauteur de 1,1%. Ne vous attendez pas à ce que la qualité des produits s'améliore ! Comme chacun le sait, le problème c'est que notre salaire ne suit pas la même voie et c'est donc une fois de plus le pouvoir d'achat des salariés qui va en pâtir.

Le travail c'est la santé ?

Pendant que beaucoup d'entre nous ont la tête dans les vacances, la direction et les syndicats représentatifs négocient une mutuelle qui sera obligatoire.

L'intersyndicale ne demande même pas la gratuité de cette mutuelle ni même qu'on nous en laisse le choix. La direction prétend que ce sera tout bénéfique pour nous alors que elle n'y participera qu'à minima.

Au lieu de participer à des marchandages de bouts de chandelle, les syndicats devraient défendre la sécurité sociale pour garantir le remboursement des soins pour tous.

Dacia-Renault en Roumanie : ouvriers low-cost et chasse aux profits

L'usine de Mioveni emploie un tiers des 36 000 habitants pour un salaire moyen de 580 euros. C'est encore trop cher pour le groupe, malgré l'inflation et la hausse du prix de l'essence qui rongent rapidement les salaires des ouvriers. Alors que les salariés demandent 114 euros d'augmentation, la direction n'en propose qu'une vingtaine. Et elle menace de délocaliser la production à l'usine de Tanger au Maroc si les ouvriers roumains cherchent à améliorer leurs maigres salaires.

Ces exploitateurs sans frontières sont prêts à se servir de la misère des uns pour accroître celle des autres. Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Merci à tous les salariés qui ont versé à la collecte de soutien d'il y a 15 jours. Cette collecte ne remplira pas les caisses de Bygmalion et ne paiera pas les billets d'avion de Mme Copé mais servira plus modestement à la poursuite de l'impression de ce bulletin !